
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de la Société de Développement Économique de la Colombie-Britannique

Rapport sur les états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société de Développement Économique de la Colombie-Britannique (la "Société"), qui comprennent le bilan au 31 mars 2022, les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Nous attirons l'attention sur la Note 10 aux états financiers qui indique que les états financiers de 2021 présentés à des fins de comparaison incluent un retraitement pour augmenter les dépenses d'honoraires dans l'état des résultats et diminuer l'excédent d'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Notre opinion n'est pas modifiée à cet égard.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des annexes 1 à 9, mais de comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états financiers. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à déterminer s'il existe une cohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement composées une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Tel qu'exigé par la Loi des Organismes de la Colombie-Britannique, nous déclarons qu'à notre avis, les normes comptables utilisées pour la préparation et la présentation de ces états financiers ont été appliquées en suivant les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de façon constante avec celles de l'exercice précédent.

Manning Elliott LLP

Comptables Professionnels Agréés
Vancouver, Colombie Britannique
2 juin 2022

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**BILAN****AU 31 MARS 2022**

	2022	2021 (Retraitée, Note 10)
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	\$ 279,739	\$ 126,393
Dépôt à terme	52,022	150,000
Débiteurs	80,530	97,757
Frais payés d'avance	24,914	2,414
	437,205	376,564
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 3)	26,544	13,454
	\$ 463,749	\$ 390,018
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	\$ 164,515	\$ 127,163
Sommes à remettre à l'État	34,362	24,795
Revenus reportés (Note 5)	75,511	32,083
	274,388	184,041
APPORTS AFFECTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 6)	-	111
	274,388	184,152
ACTIFS NETS		
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26,544	13,343
NON AFFECTÉS	162,817	192,523
	189,361	205,866
	\$ 463,749	\$ 390,018

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (Note 7)

Approuvé par les Administrateurs

_____ Administrateur

_____ Administrateur

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

	Investis en immobilisations corporelles	Non Affectés	2022	2021 (Retraité, Note 10)
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE COMME INDIQUÉ À L'ORIGINE	\$ 13,343	\$ 284,123	\$ 297,466	\$ 178,260
RETRAITEMENT (<i>Note 10</i>)	-	(91,600)	(91,600)	-
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE APRÈS RETRAITEMENT	13,343	192,523	205,866	-
(Insuffisance) excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice	-	(16,505)	(16,505)	27,606
Investissement en immobilisations corporelles	19,065	(19,065)	-	-
Amortissement net des immobilisations corporelles	(5,975)	5,975	-	-
Amortissement des apports affectés aux immobilisations corporelles	111	(111)	-	-
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	\$ 26,544	\$ 162,817	\$ 189,361	\$ 205,866

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

	2022	2021 (Retraitée, Note 10)
REVENUS		
Développement économique Canada pour le Pacifique	\$ 710,000	\$ 676,926
Emploi et développement social Canada	690,050	569,443
Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	530,876	230,372
Développement économique Canada pour le Pacifique via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	124,000	135,500
Programme des affaires francophones de la Colombie-Britannique	62,000	14,355
Activités et divers	50,291	13,765
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	33,345	112,125
Collège Educacentre	16,107	26,494
Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique	7,000	-
Amortissement des apports affectés afférents aux immobilisations corporelles (Note 6)	111	48
Cotisations	76	152
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	-	6,400
	2,223,856	1,785,580
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	1,289,903	1,005,976
Honoraires (Note 10)	604,393	544,532
Publicité, promotion et marketing	148,987	57,626
Loyer (Note 9)	57,171	49,184
Déplacements et rencontres	46,274	12,954
Téléphone et internet	35,140	31,978
Frais de bureau et divers	33,682	29,761
Entretien et réparation	12,190	7,522
Amortissement des immobilisations corporelles	5,975	5,610
Assurance	3,930	3,656
Frais bancaires	2,059	1,544
Assemblée générale annuelle	369	314
Publications et impression	288	7,317
	2,240,361	1,757,974
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ (16,505)	\$ 27,606

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

	2022	2021 (Retraitée, Note 10)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Insuffisance) excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	\$ (16,505)	\$ 27,606
Élément sans incidence sur les liquidités		
Amortissement des immobilisations corporelles	5,975	5,610
Amortissement des apports affectés afférents aux immobilisations corporelles	(111)	(48)
	(10,641)	33,168
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Débiteurs	17,227	(47,265)
Frais payés d'avance	(22,500)	253
Créditeurs et frais courus	37,352	99,648
Sommes à remettre à l'État	9,567	1,796
Revenus reportés	43,428	(13,334)
	85,074	41,098
	74,433	74,266
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(19,065)	(8,125)
Achat de dépôts à termes	-	(100,000)
Rachat de dépôts à termes	97,978	-
	78,913	(108,125)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DU FLUX DE TRÉSORERIE	153,346	(33,859)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	126,393	160,252
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	\$ 279,739	\$ 126,393

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

OBJECTIF DE LA SOCIÉTÉ

La Société de Développement Économique de la Colombie-Britannique (la "Société") est constituée en vertu de la loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique. La Société est un organisme à but non-lucratif sous la loi sur l'impôt sur le revenu (Canada) et est exemptée d'impôts. La Société a pour mandat de promouvoir et de favoriser le développement économique de la communauté francophone de la Colombie Britannique.

La pandémie de santé COVID-19 a eu un impact significatif sur les organismes à cause des restrictions mises en place par divers niveaux de gouvernement concernant les voyages, les opérations et les ordonnances d'isolement / quarantaine. À l'heure actuelle, l'ampleur de l'impact que la pandémie de santé COVID-19 pourrait avoir sur la Société est inconnue car cela dépendra de développements futurs qui sont très incertains et qui ne peuvent être prédits avec confiance. Ces incertitudes découlent de l'incapacité de prédire la propagation géographique ultime de la maladie et la durée de l'épidémie, y compris la durée des restrictions de voyage, des fermetures ou interruptions d'organismes et des mesures de quarantaine / d'isolement qui sont actuellement ou pourraient être mises en place par le gouvernement et d'autres régulateurs pour lutter contre le virus. La Société n'a pas subi d'incidence négative sur ses opérations pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 et la direction continue de surveiller la situation.

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif d'après la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité. Les états financiers préparés conformément aux normes canadiennes pour les organismes sans but lucratif sont aussi conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Selon l'opinion de la direction, ces états financiers ont été préparés à l'intérieur des limites raisonnables de matérialité suivant les conventions comptables notées ci-dessous:

(a) Trésorerie

La trésorerie est composée de l'encaisse.

(b) Instruments financiers

i) Quantificateur

Les instruments financiers de la Société se composent de l'encaisse, du dépôt à terme, de débiteurs et de créditeurs. La Société évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à leur juste valeur. La Société évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

ii) Perte de valeur

Les actifs financiers, évalués au coût après amortissement, sont testés pour une perte de valeur potentielle, lorsque certains indicateurs sont présents. Les montants radiés, qui sont ainsi déterminés, sont reconnus dans l'état des résultats. Une perte de valeur, comptabilisée antérieurement, peut être inversée dans la mesure où une amélioration est présente, à condition qu'elle ne dépasse pas le montant de la perte de valeur qui avait été comptabilisé précédemment. Le montant de cette perte de valeur inversée est comptabilisé dans l'état des résultats dans la période au cours de laquelle il est déterminé.

(suite)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

1. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(b) Instruments financiers (suite)

iii) Coûts de transactions

Les coûts de transactions sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à l'exception des instruments financiers qui seront ultérieurement évalués au coût après amortissement. Les coûts de transaction associés à l'acquisition de placements à revenu fixe sont capitalisés et sont inclus dans le coût d'acquisition ou déduits du produit de la cession.

(c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût moins amortissement accumulé. L'amortissement est calculé annuellement sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode dégressive, comme suit:

Ordinateurs	30%
Équipement de bureau	20%

La Société a pour politique de radier, à sa juste valeur ou au coût de remplacement, une immobilisation lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation s'est détériorée. Ces conditions incluent le moment où l'immobilisation ne contribue plus à la capacité d'une organisation à fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service associé à l'immobilisation est inférieur à sa valeur comptable nette. Les réductions de valeur sont comptabilisées en charges dans l'état des résultats et ne sont pas renversées.

(d) Constatation des produits

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les produits. Les apports affectés sont différés et comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa perception est raisonnablement assuré.

La Société tire des revenus de subventions gouvernementales qui sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa collecte est raisonnablement assurée.

Les contributions reçues au cours de la période en cours qui sont liées aux programmes et événements de la période subséquente sont reportées et comptabilisées en produits dans la période au cours de laquelle les programmes et événements sont fournis et les dépenses connexes sont engagées.

Les contributions affectées pour l'achat d'immobilisations corporelles qui seront amorties sont reportées et comptabilisées en produits sur la même base que celle utilisée pour calculer la charge d'amortissement liée à l'immobilisation corporelle acquise.

(e) Apports reçus sous forme de services et de matériaux

Les apports de services ne sont pas comptabilisés dans les états financiers en raison de la difficulté de déterminer leur juste valeur. Les apports de matériaux ne sont comptabilisés que lorsque leur juste valeur peut être raisonnablement estimée et lorsque le matériel est utilisé dans le cours normal des activités et aurait été d'habitude acheté.

(suite)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

1. CONVENTIONS COMPTABLES *(suite)*

(f) Ventilation des charges

La Société reconnaît les dépenses par leur nature et fournit l'information supplémentaire sur les dépenses dans les annexes des revenus et des dépenses pour le Développement économique Canada pour le Pacifique, Emploi et développement social Canada, Immigration, Économusée, Fond de développement économique francophone de l'ouest, Développement Économique Canada pour le Pacifique - Touristique, Société économique de l'Ontario, autres subventions et revenus et Développement économique Canada pour le Pacifique - Fond d'aide et de relance régional. La distribution dans les annexes est basée sur les coûts directement attribuables à chaque fonction et programme.

(g) Utilisation d'estimés

La préparation d'états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses sur les événements futurs qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des résultats au début ou à la fin de la période en cours. La direction estime que les estimés utilisés sont raisonnables et prudents, cependant, les résultats réels pourraient différer de ces estimés. Les éléments d'importance qui utilisent des estimés sont la détermination de la durée de vie utile des immobilisations utilisées pour le calcul de l'amortissement, l'évaluation des débiteurs, l'évaluation de certains montants comptabilisés comme charges à payer, les revenus reportés et les apports affectés afférents aux immobilisations corporelles.

2. RISQUES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société sont décrits à la note 1 (b). La Société est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers et dispose d'une structure compréhensive de gestion des risques afin de surveiller, évaluer et gérer ces risques. L'analyse suivante fournit des informations sur l'exposition au risque et la concentration du risque de la Société. L'exposition au risque n'a pas changé par rapport à l'année précédente sauf comme indiqué ci-dessous en ce qui concerne le COVID-19.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie contractante à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en ne s'acquittant pas de ses obligations. Les actifs financiers de la Société qui sont exposés au risque de crédit sont la trésorerie, les dépôts à termes et les débiteurs. Le risque associé à la trésorerie et les dépôts à termes est minimisé dans la mesure où ils sont placés auprès d'une institution financière canadienne reconnue. Le risque associé aux comptes débiteurs est minimisé car la plupart des comptes débiteurs proviennent de subventions provenant de divers organismes gouvernementaux. Aucune provision pour créances douteuses n'a été jugée nécessaire au 31 mars 2022, (2021 - aucune provision). La direction de la Société a déterminé que la Société présentait un faible risque de crédit et il n'y a eu aucun changement à cette évaluation en raison de la pandémie de santé COVID-19.

(suite)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

2. RISQUES DES INSTRUMENTS FINANCIERS *(suite)*

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses obligations liées aux passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créiteurs. La capacité de la Société à respecter ses obligations dépend des fonds reçus du gouvernement. La Société atténue le risque de liquidité en gérant son fonds de roulement et ses flux de trésorerie. La pandémie de santé COVID-19 pourrait avoir un impact sur le calendrier des entrées de fonds des organisations gouvernementales. La Société entretient des communications fréquentes avec ces organisations pour surveiller le risque de liquidité et prend les mesures nécessaires pour atténuer les pertes de crédit potentielles.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et risque de prix autre.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Par conséquent, certains actifs et passifs monétaires sont soumis aux fluctuations des taux de change. Comme la Société opère exclusivement en dollars canadiens et que tous les instruments financiers sont libellés en dollars canadiens, la Société n'est pas exposée au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses dépôts à termes et sa ligne de crédit (Note 4) si elle les renouvelle. La Société atténue le risque par ses activités normales d'exploitation et de financement.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des prix du marché (autres que celles résultant du risque de change ou du risque de taux d'intérêt), que ces variations soient causées par des facteurs spécifiques à l'instrument financier individuel ou ses émetteurs, ou des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. La direction est d'avis que la Société n'est pas exposée à aucun risque de prix autre important découlant de ses instruments financiers.

Risque de concentration et dépendance économique

La Société dépend économiquement du Développement économique Canada pour le Pacifique et d'Emploi et développement social Canada pour ses fonds opérationnels. Le Développement économique Canada pour le Pacifique et Emploi et développement social Canada représentent respectivement 32% (2021 - 38%) et 31% (2021 - 32%) des revenus.

Les subventions reçues du Développement économique Canada pour le Pacifique et d'Emploi et développement social Canada ne peuvent être dépensées que sur des programmes approuvés par eux.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement Cumulé	2022 Valeur Comptable Nette	2021 Valeur Comptable Nette
Ordinateurs	\$ 185,903	\$ 160,055	\$ 25,848	\$ 12,584
Équipement de bureau	38,078	37,382	696	870
	\$ 223,981	\$ 197,437	\$ 26,544	\$ 13,454

4. POUVOIR D'EMPRUNT

La Société a une ligne de crédit jusqu'à un montant \$50,000 chez Vancouver City Saving Credit Union ("Vancity"), garantie par une entente relative à la sécurité générale. L'intérêt est chargé au taux préférentiel de Vancity plus 2.25%. Au 31 mars 2022, la Société n'avait pas utilisé sa ligne de crédit (2021 - pas utilisé).

5. REVENUS REPORTÉS

	2022	2021
Solde au début de l'exercice	\$ 32,083	\$ 45,417
Contributions reçues durant l'exercice	2,267,284	1,631,404
Contributions comptabilisées en revenue durant l'exercice	(2,223,856)	(1,644,738)
Solde à la fin de l'exercice	\$ 75,511	\$ 32,083

Les revenus reportés se composent des éléments suivants:

Développement économique Canada pour le Pacifique via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	\$ 40,500	\$ 14,500
Emploi et développement social Canada	35,011	-
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	-	14,583
Activités et divers	-	3,000
	\$ 75,511	\$ 32,083

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

6. APPORTS AFFECTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports affectés afférents à l'immobilisation représentent des subventions affectées à l'acquisition d'ordinateurs. La variation dans le solde des apports affectés se résume comme suit:

	2022	2021
Solde au début de l'exercice	\$ 111	\$ 159
Amortissement des apports affectés	(111)	(48)
Solde à la fin de l'exercice	\$ -	\$ 111

7. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La Société a des engagements contractuels de location pour ses locaux et son équipement. Les engagements contractuels pour les quatre prochaines années fiscales sont prévus comme suit:

2023	\$ 5,736
2024	\$ 4,392
2025	\$ 3,546
2026	\$ 192

8. SALAIRES ET AVANTAGE SOCIAUX

Quatre employés (2021 - trois employés) ont gagné plus de \$75,000 au cours de l'année fiscale se terminant le 31 mars 2022 pour un total de \$432,584 (2021 - \$321,867).

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est l'un des associés de la Maison de la Francophonie (la "Maison"), une société en commandite qui est propriétaire d'un édifice où la Société loue ses bureaux. La Société a payé le loyer à la Maison d'un montant de \$39,596 (2021 - \$39,596).

L'opération entre apparenté telle que décrite ci-dessus a été comptabilisée au coût actuel tel qu'établi par la Société et la partie apparentée.

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Au cours de l'exercice, la Société a déterminé que des honoraires totalisant un montant de \$91,600 n'ont pas été comptabilisés par inadvertance en charges au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2021. Par conséquent, les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2021 présentés à des fins de comparaison ont été retraités pour augmenter les charges et diminuer l'actifs nets de \$91,600. Le passif et l'actifs nets de la Société au 31 mars 2021, ainsi que son excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice terminé à cette date ont également été retraités.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA POUR LE PACIFIQUE (Annexe 1)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Développement économique Canada pour le Pacifique	\$ 545,000	\$ 545,000
Amortissement des apports affectés	111	48
	545,111	545,048
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	378,833	367,626
Honoraires	82,779	112,191
Loyer (Note 9)	25,875	16,510
Publicité, promotion et marketing	20,652	8,624
Téléphone et internet	12,792	12,199
Frais de bureau et divers	8,582	11,280
Déplacements et rencontres	7,920	3,592
Entretien et réparation	3,958	4,286
Assurance	1,387	1,588
Frais bancaires	1,284	644
Publications et impression	193	132
Assemblée générale annuelle	184	226
	544,439	538,898
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ 672	\$ 6,150

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (Annexe 2)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Emploi et développement social Canada	\$ 567,698	\$ 569,443
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	400,937	392,619
Honoraires	110,835	114,353
Loyer (Note 9)	18,268	19,798
Publicité, promotion et marketing	13,442	5,886
Téléphone et internet	9,225	9,207
Frais de bureau et divers	8,046	10,796
Entretien et réparation	3,250	3,116
Déplacements et rencontres	2,163	1,577
Assurance	1,387	1,588
Frais bancaires	688	629
Assemblée générale annuelle	185	88
Publications et impression	85	6,611
	568,511	566,268
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ (813)	\$ 3,175

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**IMMIGRATION****(Annexe 3)****POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022**

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	\$ 530,876	\$ 230,372
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	324,329	165,037
Publicité, promotion et marketing	77,756	4,073
Honoraires	47,732	25,364
Déplacements et rencontres	23,986	5,890
Loyer (Note 9)	13,028	8,040
Téléphone et internet	12,203	1,767
Frais de bureau et divers	6,183	4,000
Entretien et réparation	4,982	120
Assurance	1,156	480
Frais bancaires	-	120
	511,355	214,891
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ 19,521	\$ 15,481

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ÉCONOMUSÉE****(Annexe 4)****POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022**

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Développement économique Canada pour le Pacifique	\$ 65,000	\$ 56,926
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	9,975	-
Activités et divers	2,770	-
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	-	10,000
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	-	6,400
	77,745	73,326
DÉPENSES		
Honoraires	96,003	41,845
Publicité, promotion et marketing	-	23,261
Frais de bureau et divers	5,729	2,673
Déplacements et rencontres	6,372	1,431
Téléphone et internet	-	519
	108,104	69,729
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ (30,359)	\$ 3,597

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
FOND DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE DE L'OUEST (Annexe 5)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021 (Retraitée, Note 10)
REVENUS		
Développement économique Canada pour le Pacifique via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	\$ 124,000	\$ 135,500
DÉPENSES		
Honoraires (Note 10)	105,250	128,200
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	13,500	13,500
Publicité, promotion et marketing	-	697
Publications et impression	-	574
Frais de bureau et divers	-	192
	118,750	143,163
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ 5,250	\$ (7,663)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA POUR LE PACIFIQUE - (Annexe 6)
TOURISTIQUE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Développement économique Canada pour le Pacifique	\$ 100,000	\$ -
DÉPENSES		
Honoraires	71,148	-
Publicité, promotion et marketing	29,750	-
	100,898	-
INSUFFISANCE DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ (898)	\$ -

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO (Annexe 7)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Emploi et développement social Canada	\$ 97,912	\$ -
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	83,662	-
Honoraires	7,840	-
Publicité, promotion et marketing	4,295	-
Téléphone et internet	300	-
	96,097	-
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ 1,815	\$ -

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
AUTRES SUBVENTIONS ET REVENUS (Annexe 8)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	\$ 62,000	\$ 4,355
Activités et divers	47,521	13,765
Emploi et développement social Canada	24,440	-
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	23,370	112,125
Collège Educacentre	16,107	26,494
Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique	7,000	-
Cotisations	76	152
	180,514	156,891
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	88,642	43,714
Honoraires	82,806	87,665
Amortissement	5,975	5,610
Déplacements et rencontres	5,833	464
Frais de bureau et divers	5,142	-
Publicité, promotion et marketing	3,092	1,587
Téléphone et internet	620	1,880
Frais bancaires et intérêts	87	150
Publications et impression	10	-
Loyer (Note 9)	-	4,836
	192,207	145,906
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ (11,693)	\$ 10,985

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA POUR LE PACIFIQUE - (Annexe 9)
FOND D'AIDE ET DE RELANCE RÉGIONALE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022

(Non-vérifié)	2022	2021
REVENUS		
Développement économique Canada pour le Pacifique	\$ -	\$ 75,000
DÉPENSES		
Honoraires	-	34,914
Salaires et avantages sociaux (<i>Note 8</i>)	-	23,480
Publicité, promotion et marketing	-	13,498
Téléphone et internet	-	6,406
Frais de bureau et divers	-	820
	-	79,118
INSUFFISANCE DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	\$ -	\$ (4,118)